


Chute du régime syrien : Quelles conséquences régionales ?

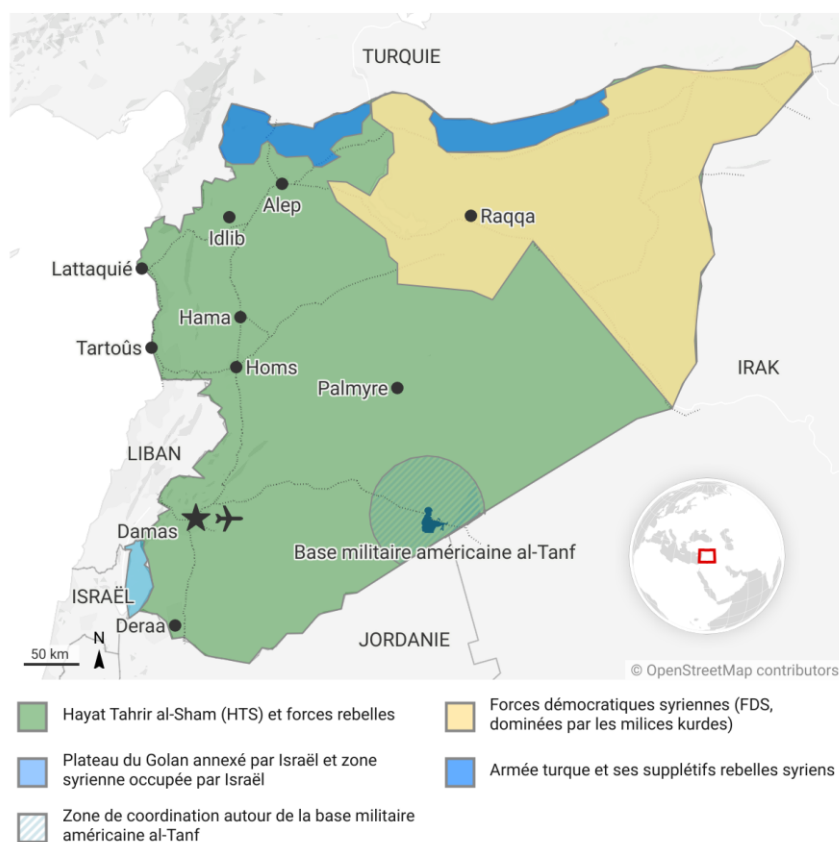
Point de situation au 13 décembre 2024

 Le 8 décembre 2024, le **régime de Bachar al-Assad a été renversé** au cours de l'avancée vers Damas de groupes rebelles menés par Hayat Tahrir al-Sham (HTS) depuis la province d'Idlib. Lancée le 27 novembre, l'offensive rebelle approuvée par la Turquie, a précipité la chute du régime dans les grands centres urbains de la « Syrie utile » : Alep, Hama, Homs et Damas. Bien que le régime de Bachar al-Assad fût fortement affaibli par les années de guerre, la prise de Damas semble surtout avoir été rendue possible du fait de l'abandon du régime par ses principaux alliés, la Russie et l'Iran, qui avaient pourtant choisi de le sauver en 2015.

Porteuses d'espoir pour la population syrienne privée de droits politiques sous le joug du régime, la débâcle de ce dernier ouvre cependant une **période de forte incertitude dans un pays encore soumis à de nombreuses ingérences étrangères** (Turquie, Israël, Etats-Unis, Russie, Iran, etc.). Si l'arrivée des rebelles dans Damas ne s'est pas accompagnée d'incidents majeurs, la décomposition de l'armée syrienne, accélérée par les bombardements israéliens, a créé **d'importants vides sécuritaires dans de nombreuses régions**, principalement dans le sud, l'est et le centre du pays, où divers groupes armés pourraient profiter du champ libre. Au-delà de l'échelle syrienne, cette nouvelle configuration devrait avoir **d'importantes répercussions régionales**.

Syrie

Carte actualisée au 13 décembre 2024



Carte: Scutum Security First (SSF) • Créé avec Datawrapper

Chute du régime syrien : Quelles conséquences régionales ?

Point de situation au 13 décembre 2024



Liban

Du fait de son histoire politique, ses frontières géographiques et les liens culturels et sociétaux levantins, le **Liban est le pays de la région le plus affecté par la chute du régime d'Assad**. Bien que cette dernière représente une **opportunité historique** pour l'avenir du pays qui ne s'est jamais véritablement relevé de la guerre civile (1975-1990) en partie du fait **des ingérences syriennes continues** (occupation militaire, assassinats ciblés, renforcement du Hezbollah), de nombreux obstacles pourraient entraver la concrétisation de cette opportunité. Le régime d'Assad constituait la **courroie centrale entre l'Iran et le Hezbollah**. Sans celle-ci, qui a par ailleurs plutôt été enrayée par une **décennie de bombardements israéliens** et leur intensification ces derniers mois, que par l'avancée fulgurante des rebelles anti-Assad sur Damas, le Hezbollah se trouve au Liban dans une **configuration inédite d'isolement** depuis sa création en 1982.

Cet isolement, couplé au **ciblage de ses ressources financières** et à **l'élimination de ses chefs de guerre** historiques durant la dernière **offensive israélienne au Liban** (23 septembre au 27 novembre 2024), pourrait contraindre la milice chiite à mettre en œuvre les dispositions de l'accord de Taëf (1989) et des résolutions onusiennes prévoyant sa **démilitarisation**. Au Liban, l'Etat-major de l'armée, une grande partie de la société civile et d'importants acteurs politiques, principalement au sein du bloc souverainiste, invoquent cette solution, notamment à l'approche de **l'élection présidentielle prévue le 9 janvier 2025**. Un compromis envisageable à court terme pourrait être de **sauver politiquement le Hezbollah en tant que parti**, qui reste intrinsèquement lié à de nombreuses personnalités et institutions du pays et ne peut ainsi porter à lui seul la responsabilité de l'effondrement de l'Etat libanais.

Bien que soutenue par les Occidentaux et les monarchies du Golfe, la mise en œuvre de ce compromis pourrait toutefois être entravée par des **réticences internes au Hezbollah et ses alliés** (PSNS notamment), dont les partisans les plus radicaux auraient permis ces derniers jours **l'exfiltration vers le Liban de centaines de cadres de l'armée du régime d'Assad**, en particulier du renseignement militaire, au cours de la chute d'Hama, Homs et Damas, selon plusieurs sources médiatiques libanaises. Dans ce contexte, **la reconduction par Israël du cessez-le-feu** de 60 jours avec le Hezbollah (jusqu'au 27 janvier 2025, date à laquelle Donald Trump aura par ailleurs été officiellement investi), est d'autant plus **incertaine**. Le plan de démilitarisation du Hezbollah requerra en outre la constitution d'un Etat libanais incorruptible, soutenu par une armée et épargné des ingérences étrangères hégémoniques ; une situation que n'a pour l'heure jamais expérimenté le pays depuis son indépendance.



Iran

Avec la chute de la dynastie Assad, **le régime iranien perd sa plus solide et fidèle alliance de circonstance de la région**, née de la guerre Iran-Irak (1980-1988), et voit sa crise existentielle s'accroître. Étant donné cette nouvelle fragilisation de l'axe de la résistance, la **question de la succession au Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, redevient centrale** ; la branche du régime sous l'influence des Gardiens de la Révolution islamique (IRGC) voyant sa stratégie mise à mal. La branche réformiste, de retour à la présidence, plaide en faveur d'une reprise des négociations internationales sur le nucléaire et les sanctions, mais elle a été décrédibilisée auprès de certains conseillers du Guide suprême à la suite de la sortie américaine de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), actée par Donald Trump en 2018.

Chute du régime syrien : Quelles conséquences régionales ?

Point de situation au 13 décembre 2024



Face, en outre, à la contestation populaire qui perdure au sein de la société iranienne, le régime pourrait jouer sa survie. C'est potentiellement la raison pour laquelle il a réactivé ces dernières semaines le **levier du nucléaire**, dans l'espoir de ne pas se trouver démuné en cas de pourparlers avec la nouvelle administration Trump. Cette dernière pourrait vouloir être l'artisanne d'un **accord avec l'Iran qui satisfasse pleinement Israël et les monarchies du Golfe**.

Le **scénario du conflit ouvert avec l'Iran reste à cet égard peu probable**, Israël étant finalement parvenu à atteindre le régime iranien via sa campagne de bombardements en Syrie qui a précipité la chute de Bachar al-Assad, comme promis dans l'allocution de Benjamin Netanyahu pour annoncer le cessez-le-feu au Liban. Les pays du Golfe seront quant à eux intransigeants face à toute campagne militaire israélienne risquant de dégrader leur environnement sécuritaire, quitte à **accepter des compromis géopolitiques**, sur la situation au Proche-Orient notamment, **n'entravant pas la mise en œuvre financière de leur sortie des hydrocarbures**.



Pays du Golfe

La chute du régime de Bachar al-Assad constitue indirectement un enjeu majeur pour les monarchies du Golfe, les poussant à réévaluer leurs stratégies vis-à-vis de la Syrie. Si des divergences subsistent entre elles, notamment entre le Qatar et ses voisins saoudien et émirati, la situation ouvre à la fois des **perspectives de coopération** et des **sujets de préoccupation**. Le **Qatar**, qui avait rompu ses relations avec Damas en 2011, a averti que la Syrie ne devait pas sombrer dans le chaos et pourrait chercher à renforcer son influence en jouant un **rôle central dans la reconstruction syrienne**. Les **Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite**, engagés depuis plusieurs mois dans une normalisation avec Damas, adoptent une approche prudente. L'Arabie saoudite a annoncé être en contact avec toutes les parties syriennes et avec la Turquie, afin de préserver la souveraineté de la Syrie et d'éviter l'instabilité, tandis qu'un haut responsable émirati a exhorté les Syriens à œuvrer pour éviter le chaos.

Le **Koweït et Oman**, pour leur part, n'ont pas encore publié de déclarations officielles sur ce bouleversement, adoptant une posture attentiste, en phase avec leur **prudence habituelle en matière diplomatique**. De son côté, le roi du **Bahreïn** s'est dit prêt à coopérer avec les nouvelles autorités. Néanmoins, ces États partagent des préoccupations communes liées à la montée de l'influence de groupes islamistes comme HTS et aux risques de déséquilibre régional. Ces évolutions régionales pourraient toutefois représenter une opportunité pour les monarchies de **renforcer leur coordination au sein du Conseil de coopération du Golfe à l'inverse de ce qu'elles avaient entrepris au début de la crise syrienne en 2011**, tout en continuant **d'éloigner l'influence iranienne au Proche-Orient, voire, à plus long terme, en Irak**.



Irak

A contre-courant des autres membres de l'axe de la résistance, les **milices irakiennes pro-Iran pourraient à court terme tirer profit de l'instabilité syrienne pour renforcer leur légitimité** dans la protection de la frontière irako-syrienne. Bien que régulièrement critiquées sur la scène politique irakienne pour leur affiliation aux IRGC, ces milices regroupées au sein du Hachd al-Chaabi ont permis entre 2014 et 2018 la reconquête des territoires saisis par le groupe Etat islamique (EI), dont l'éventualité d'une résurgence dans le chaos syrien constitue la principale crainte de Bagdad à ce jour.

Chute du régime syrien : Quelles conséquences régionales ?

Point de situation au 13 décembre 2024



En revanche, les milices irakiennes pro-Iran devront sans doute agir sans provoquer de réaction israélienne, **l'Etat hébreu n'hésitant plus à cibler le territoire irakien**, et d'autant moins sous administration Trump ; la première frappe israélienne connue sur le territoire irakien depuis celle contre le réacteur nucléaire d'Osirak en 1981, remontant pour rappel à 2019.



Turquie

Ayant avalisé l'offensive de HTS contre Alep, la Turquie tire naturellement profit de la chute du régime syrien, en particulier à l'échelle politique interne. La mise en place des **conditions du retour en Syrie des 3 millions de réfugiés syriens** constitue désormais un **consensus politique et populaire en Turquie**, après avoir divisé durant plusieurs années la société turque et les principaux partis politiques, dont l'AKP et le CHP.

Les territoires kurdes du nord-est de la Syrie se trouvent quant à eux menacés par l'avancée des supplétifs de l'armée turque qui pourrait toutefois être freinée par **l'impératif, notamment exigé par Bagdad et les Etats-Unis, de maintenir une certaine stabilité dans la zone frontalière irako-syrienne**. Depuis ses différentes opérations militaires en Syrie (2016-2017, 2018, 2019) et en vertu de l'accord d'Adana conclu en 1998 avec Hafez al-Assad, la Turquie avait déjà *de facto* imposé une **zone tampon à la frontière syrienne** lui ayant permis d'**affaiblir considérablement la branche armée du PKK dans le Sud-est de la Turquie**. Avec les recompositions territoriales en cours en Syrie, la Turquie a en effet l'opportunité d'accroître cette zone tampon mais si le président Recep Tayyip Erdogan cherche à fragiliser durablement le « Rojava », il devra néanmoins **composer avec les intérêts stratégiques occidentaux dans la région**, en particulier dans un contexte syrien instable susceptible de nourrir les efforts de reconstitution du groupe Etat islamique (EI).



Jordanie

Enfin, la Jordanie est probablement le voisin de la Syrie redoutant le plus la prise de Damas par des islamistes. Aux dernières élections législatives de septembre 2024, **le principal parti d'opposition islamiste du pays a réalisé des gains significatifs** en remportant 31 des 41 sièges du parlement réservés aux partis politiques. Ce résultat est le meilleur à ce jour pour le **Front d'action islamique (FAI, lié aux Frères musulmans)**, qui a su tirer parti de la **colère de la population face à la guerre menée par Israël contre le Hamas**. Le pouvoir central jordanien reste stable grâce à **l'emprise politique des tribus** mais les développements en cours en Syrie pourraient **désorienter certains équilibres tribaux régionaux**.

Outre les **nombreuses incertitudes quant à la capacité et la volonté de HTS à gouverner la Syrie**, qui reste par ailleurs **territorialement morcelée**, l'ère post-Assad entraînera très probablement un **nouvel équilibre stratégique au Moyen-Orient**. Celui-ci pourrait s'imposer au détriment du règlement de conflits fondateurs de la géopolitique régionale, au premier rang desquels le **conflit israélo-palestinien**.